

Preuve de dépôt

Vous venez de déposer un dossier de demande de déclaration ICPE concernant le projet Plateforme stockage déchets verts sur la commune principale de l'AIOT rue de pre votie 73470 NANCES.

La référence de votre dossier est A-3-7HDPCTK5 et concerne une demande de type "une déclaration initiale"

Ce numéro et ce code postal vous seront nécessaires pour déposer les éventuels compléments et pièces de procédure que sollicitera l'administration.

Votre dossier a été transmis le 05/04/2023 à 15h46 au(x) service(s) concerné(s) par votre démarche.

Vous allez recevoir dans quelques instants, à l'adresse ci-dessous, un message de confirmation de transmission de votre dossier :

- #xxxx# (pour rappel, courriel d'échange avec l'administration)
- #yyyy# (pour rappel, déclarant)
- #zzzz# (pour rappel, mandataire)

1 - Type de déclaration

Identification et orientation de la demande

Votre demande concerne : **une déclaration initiale**

Numéro d'AIOT : **Je ne connais pas mon numéro d'AIOT**

Service instructeur : **La D(R)EAL ou la DRIEAT**

Conditions d'engagement du déclarant

- **Je m'engage à ce que les fichiers déposés comprennent les informations réglementaires requises, dont les références sont rappelées pour chaque dépôt de fichier tout au long de la téléprocédure.**
- **Je m'engage à prendre connaissance et à respecter les prescriptions générales ministérielles applicables à chaque rubrique de la nomenclature des installations classées, consultables sur le site <https://aida.ineris.fr/>**

- Je prends note que tous les plans réglementaires sont déposés en fin de la téléprocédure.
- En initiant le dépôt de mon dossier via la téléprocédure, je m'engage à déposer les compléments ainsi que les pièces de procédures (attestation de mise en sécurité, ...) sur Service-public.fr

2 - Déclarant

Déclarant

Pétitionnaire ou mandataire : **Déclarant**

Personne morale

N° SIRET **24730066800065**

Raison sociale **COMMUNAUTE DE COMMUNES DU LAC D'AIGUEBELETTE**

Forme juridique **Communauté de communes**

Le nom de la personne, physique ou morale, qui exerce une activité soumise à la réglementation relative aux ICPE est une information regardée comme nécessaire à l'information du public, publié sans anonymisation en application des dispositions du 3° de l'article D312-1-3 du code des relations entre le public et l'administration.

Toutefois, si sa publication fait craindre des représailles ou est susceptible de porter atteinte à la sécurité publique ou à la sécurité des personnes, l'exploitant personne physique peut demander que la donnée ne soit pas mise en ligne au titre de l'application du d) de l'article L311-5 du code des relations entre le public et l'administration.

Adresse en France

572 ROUTE D'AIGUEBELETTE LE LAC

NANCES

73470 NANCES

Signataire

Nom : **BOIS**

Prénom : **ANDRE**

Qualité : **PRESIDENT**

Référent

Nom : **MOINOT**

Prénom : **JEAN BAPTISTE**

Fonction : **RESPONSABLE SERVICE GESTION DES DECHETS**

3 - Description de l'installation

Nom de l'installation : **Plateforme stockage déchets verts**

Description des activités :

La CCLA reçoit actuellement les déchets verts des usagers au niveau de la Déchetterie de Novalaise. Ces déchets verts, une fois stocké dans les bennes, repartent par camion sur un site de traitement à Chazey bon (01). Ces derniers parcourent environ 28 km pour aller déposer ces déchets verts à chaque rotation de bennes. Pour ce projet, il y a plusieurs objectifs visés par la CCLA. Tout d'abords la création de cette plateforme permettra de recevoir l'ensemble des déchets verts aujourd'hui collecté à la Déchetterie. Cela aura comme effet de libérer 2 bennes sur le site de la Déchetterie en prévision des futurs REP qui entreront en vigueur à l'horizon 2022/2023. De plus, le flux déchets verts étant le 3ème flux en quantité sur la Déchetterie (360 tonnes), cela permettra de fluidifier la circulation sur le site. Ensuite, la création de cette plateforme permettra de stocker les déchets verts en vue de les broyer sur place. Cela supprimera ainsi de nombreux transports en camions que nous connaissons aujourd'hui (environ 120 transports de bennes pour les végétaux). De plus, cette suppression permettra également d'améliorer le bilan carbone (économie de 12 tonnes de CO2/an) Enfin, la création de la plateforme permettra à la CCLA de diversifier le traitement des déchets verts. En effet, une solution permettant la fabrication de pellets de chauffage devrait arriver à l'horizon début 2023. La CCLA s'est portée candidate pour utiliser cette solution sur son territoire. Au final, une partie des déchets verts (déchets verts en mélanges) de la plateforme sera broyée sur place et ensuite évacuée chez des agriculteurs locaux pour réutilisation (co-compostage). Le rayon de livraison sera de l'ordre de 5 à 7km. L'autre partie des déchets verts (déchets ligneux) sera transformée sur place, via une unité de traitement mobile, en pellets normés pour le chauffage. Ces derniers seront ensuite évacués dans des chaufferies publiques à proximité (type bassin Chambérien)

Sur le site de l'installation, vous exploitez déjà au moins :

Une installation classée relevant du régime d'autorisation : **NON**

Une installation classée relevant du régime d'enregistrement : **NON**

Une installation classée relevant du régime de déclaration : **OUI**

Déclaration distincte à l'occasion d'une demande d'autorisation environnementale : **OUI**

4 - Localisation

Localisation de l'installation

rue de pre votie

73470 NANCES

X : 916760

Y : 6503157

Projection : Lambert 93

Communes sur lesquelles est implantée l'installation :

- **73470 NOVALAISE**

Le déclarant joint à la déclaration les plans suivants :

- Un plan de situation du cadastre à jour dans un rayon de 100m
- Un plan d'ensemble à jour à l'échelle de 1/200 au minimum, accompagné de légendes et descriptions permettant de se rendre compte des dispositions matérielles de l'installation et indiquant l'affectation, jusqu'à 35 mètres au moins de celle-ci, des constructions et terrains avoisinants ainsi que les points d'eau, canaux, cours d'eau et réseaux enterrés (un plan jusqu'au 1/1000 est admis sous réserve que les éléments précités restent lisibles).

5 - Activité du site

Permis de construire

La mise en oeuvre de l'installation nécessite-t-elle un permis de construire ? **NON**

Tableau des rubriques des activités

Rubrique	Alinéa	Libellé des rubriques	Quantité totale	Régime	Précisions
2716	2716-2	Transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes	Volume susceptible d'être présent 600 m3	DC	
2794	2794-2	Broyage de déchets verts	Quantité de déchets traités 29 tD /j		

6 - Mode d'exploitation

Modes et conditions d'utilisation, d'épuration et d'évacuation des eaux résiduelles, effluents et des émanations de toute nature

Est-il prévu un prélèvement d'eau pour l'exploitation de l'installation classée ? **NON**

Est-il prévu des rejets d'eaux résiduelles issues de l'exploitation de l'installation ? **OUI**

Origine et la nature des eaux résiduaires :

Un réseau de drainage sera mis en place pour collecter les eaux de ruissellement de la plateforme.

L'exutoire des eaux résiduaires :

En milieu naturel ou au réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration

Est-il prévu un traitement ou prétraitement sur site des eaux résiduaires avant rejet ? **OUI**

Traitement :

Les eaux résiduaires seront envoyées vers un débourbeur puis rejetées dans une zone de rétention.

Volume maximum annuel rejeté dans le milieu naturel : **400**

Commentaires sur les rejets d'eaux résiduaires :

Toutes les eaux collectées en surface sur la plateforme par des grilles avaloirs, passeront par le débourbeur puis seront rejetées dans un bassin de rétention. Les eaux souterraines seront elles collectées par des drains et rejetées dans le réseau d'eaux pluviales.

Est-il prévu un épandage ? **NON**

Est-il prévu des rejets à l'atmosphère ? **NON**

Elimination des déchets et résidus de l'exploitation

Précision sur les types de déchets et résidus issus de l'exploitation et la filière de valorisation ou d'élimination :

Lors du broyage des déchets verts, il est possible de collecter des rebus de ferrailles ou de plastiques. Ces derniers seront recycler au travers des filières présentes avec la Déchetterie. Les boues de séparateurs hydrocarbures produites seront pompées puis retraitées dans une filière conforme.

La collecte des déchets s'effectuera-t-elle par le service public de gestion des déchets ? **OUI**

Disposition en cas de sinistre

Prise d'eau sur le réseau incendie : **OUI**

Précisions sur les moyens de secours et de protection dont dispose le déclarant :

Un poteau incendie est situé au mois de 100m de l'installation. De plus, le SDIS de Novalaise est également situé à mins de 100m. Ils pourront intervenir très rapidement en cas d'incendie.

Natura 2000

L'installation est-elle soumise à évaluation des incidences Natura 2000 ? **NON**

Prescriptions applicables

Je confirme avoir pris connaissance des prescriptions générales applicables aux activités objet de la présente déclaration et notamment des éventuelles distances d'éloignement qui s'imposent pour l'implantation de l'installation.

Effectuer une demande de modification de certaines prescriptions applicables à l'installation : **NON**

Clause filet

Cette déclaration initiale DICPE est-elle la première autorisation ou déclaration déposée sur le projet ?

Oui

L'installation ne peut ni être mise en service, ni exploitée dans les 15 jours suivant la délivrance de la preuve de dépôt de la déclaration initiale (R. 512-48 alinea 2 du code de l'environnement)

7 - Pièces justificatives

Un plan de situation du cadastre à jour dans un rayon de 100 m :

plan situation 1 600-avec compression.pdf

Un plan d'ensemble à jour à une échelle minimale de 1/200 :

plan situation 1 200.pdf